

Remplacement de
Baidy Aribot à
l'Assemblée nationale

**L'Ufr de Sidya
appliquera
la loi**

Page 9



Presse francophone
**C'est parti pour
les 46e Assises
de l'Upf !**

Page 4



le populaire

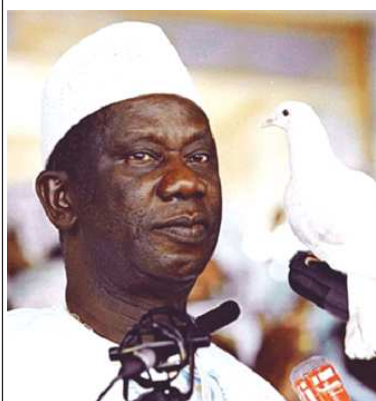
le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°589 • LUNDI 20 NOVEMBRE 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Blasco et Morthon en prison, **mandat d'arrêt international contre Super V**



Féguifoot: l'ancien aigrefin et ses complices épinglés



DOCUMENT Il y a 25 ans, Alpha
Condé écrivait à Lansana Conté

**«Le bon dirigeant est
celui qui évite les
malheurs à son peuple»**

Pages 10 & 11



Justice guinéenne

**Ce jeune
magistrat
menace de
démissionner si...**

Page 5

Confidences PUBLIQUES

Le procès pour actes de torture de militaires reporté à février 2018

Pour ouvrir cette rivière d'infos de la semaine du 13 novembre passée, nous oreilles ont entendu le report pour le mois de février prochain du procès sur actes de torture dans l'affaire torture du 23 octobre 2010 dans la cour de la gendarmerie d'Hamdallaye, commune de Ratoma à Conakry. A l'époque, les autorités de la Transition prétextaient que le cortège du président de la junte au pouvoir le général Sékouba Konaté avait été attaqué à coups de projectiles dans cette zone. Gouverneur de Conakry au moment des faits, le commandant Sékou Resco Camara et le chef d'état-major des Armées le général Nouhou Thiam sont les principaux accusés. Mais l'absence du gouverneur Resco a beaucoup pesé dans la décision du report du procès.

Sangarédi: les deux manifestants blessés et le convoi sous haute sécu...

La cité minière du nord-ouest a été le théâtre de manifestations violentes «contre les coupures d'électricité et d'eau» vendredi 10, puis samedi 11 novembre 2017. Les Forces de Défense et de sécurité ont tiré balle réelle blessant grièvement 2 manifestants. Nos oreilles ont entendu dire que deux convois de véhicules ont fait le tour de la ville avant de prendre une destination inconnue. S'agirait-il de détenus en partance pour le cachot ou simple parade de pacificateurs sous haute sécurité? Depuis, les langues se lient et se délient sur le nombre exact de jeunes manifestants détenus dans les prisons de la région de Boké et environs ou ayant pris la fuite de peur d'être mis aux arrêts et poursuivis pour actes de violence.

Le conseil du ministre Diané pour éradiquer le terrorisme, «Si on gagne la bataille du développement et de la distribution équitable de nos ressources on va gagner cette bataille que nous imposent les terroristes». Ces dires sont du ministre Mohamed Diané de la Défense qui participait à un panel sur le terrorisme et l'extrémisme violent dans le cadre du deuxième et dernier jour de la 4e édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité.

Ministère de l'Elevage Où sont les poussins du Président?

On a l'impression que certains ministres ne savent pas écouter le Président de la République. Il y a un peu longtemps, parlant de la maladie à virus Ebola, Alpha Condé avait recommandé à tous de savoir transformer les problèmes en opportunités. La sortie récente du Ministre de l'Elevage en Conseil des Ministres montre qu'il n'a rien retenu de cette recommandation magistrale. En effet il vient d'émouvoir ses collègues et les plus hautes autorités du pays sur la présence de zébus en Guinée-Forestière. Sous la pression dit-on des populations de Beyla. Il en a fait une catastrophe nationale et prévoit même des dégâts matériels d'envergure avec «des conséquences économiques, sociales, génétiques et environnementales».

Le Ministre annonce que la race bovine Ndama risque de disparaître sur un fond de conflits intercommunautaires à



Lamarana Diallo
Démographe
lmrldiallofb7@gmail.com

2002-2010. Pourquoi la manifestation soudaine d'une préoccupation qui remonte si loin? Des guinéens préoccupés de la situation en Guinée-Forestière pensent à une simple dramatisation à retardement. Monsieur le Ministre risque de créer des ennuis à

opportune pour résoudre définitivement le conflit saisonnier entre ces deux professions partenaires. Pourquoi on n'arrive pas à définir des lignes de parcours des zébus afin de mieux contrôler la transhumance sous-régionale?

La façon ministérielle d'aborder cette question d'invasion de bovins étrangers réveillée par les jeunes de Beyla rappelle cette affaire d'Abattoir national que ce Ministère avait longtemps brandie comme une action prioritaire alors que ce type d'établissement relève du commerce privé et pas du tout de l'Elevage. Celui-ci aurait juste à vérifier la qualité de la viande et pas plus. Cette action aurait été une concurrence déloyale faite aux bouchers par l'Etat si jamais le projet avait été réalisé. Un projet initié en même temps que celui avorté de l'abattage massif des chiens. N'y a-t-il que ce genre de vacarme qui peut émerger

Président et son Premier Ministre. C'est de bonne guerre! Malheureusement cette préoccupation manifestée par le Ministre va dans un sens autre que celui vers lequel nombre de Guinéens y compris, probablement ses deux Patrons, veulent orienter l'élevage. Et si la peur ministérielle était tellement forte qu'elle a porté l'émotion gouvernementale à une intensité si élevée qu'elle dicta l'urgence? Les Ministères chargés «d'approfondir la réflexion» sont invités à donner la réponse sans créer davantage de hargne chez les agriculteurs de la Guinée - Forestière arbustive ni effrayer les habitants de la Haute-Guinée herbeuse. Un petit encadrement à dimension gouvernementale suffirait à faire la tranquillité des zébus, perfectionner la race Ndama sans perturber sa résistance génétique et instaurer une paix durable dans la communauté pastorale et agricole du pays. C'est une telle performance que les Guinéens attendent de quelqu'un qui vient d'un parti spécialisé en assistance technique pour appuyer la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Et c'est de cette manière que se réaliseraient l'une des nombreuses promesses du Président.

Tenez! ce Ministre de l'Elevage a oublié la promesse faite aux associations d'aviculteurs de leur fournir des poussins de race. Leur chef en a fait une revendication lors d'une émission radiophonique très écoutée. Après une longue complainte, cet Aviculteur en Chef conclut que lui et ses amis d'infortune attendent toujours ces poussins. A ce stade, ils attendent plutôt le Ministre de l'Elevage que le Président. Le lui rappeler serait tout juste un devoir de citoyen soucieux de voir l'élevage des bovins et l'aviculture prospérer en Guinée.

Il serait de bon ton que chaque Ministère passe en revue les promesses présidentielles relevant de ses compétences afin d'assurer leur exécution. En tout cas, les Guinéens ont l'air de croire qu'elles deviennent de plus en plus nombreuses pour le reste d'un deuxième mandat en Guinée démocratique respectueuse de sa constitution. ■

*(Cet article est une réédition)



Un projet initié en même temps que celui avorté de l'abattage massif des chiens.

cause de cette présence massive de zébus qui menacerait de surcroît, la Haute-Guinée. Il a tout simplement peur d'un petit troupeau de 34.715 zébus. Et voilà que trois départements ministériels et leurs démembrements doivent se consacrer, les prochaines semaines, à s'occuper de cette émotion ministérielle. Heureusement que dans le compte-rendu du Conseil, il leur est recommandé de «poursuivre la réflexion». Celle-ci devrait suivre des pistes plus rassurantes et plus rentables que celle un peu catastrophique du premier responsable guinéen de l'Elevage.

On notera que cette invasion de zébus daterait de la période

ses prédécesseurs et des soucis aux éleveurs, les compagnons les plus naturels de son ministère. Et si le Conseil des Ministres lui avait demandé ce qui a été fait depuis 2010 et pourquoi lui-même est resté si longtemps avant de réagir? En tout cas ils ont eu le temps de croiser vaches ndama et mâles zébus pour des vaches laitières plus productrices et des taureaux aux milliers de kilogrammes de viande comme le prévoit si pertinemment le Président. Ils ont même eu le temps d'assister les bergers à construire des parcs de transit modernes fournisseurs d'engrais aux agriculteurs. L'occasion pouvait être

du management national chargé de promouvoir le secteur de l'élevage?

L'autre impression est que ce sous-secteur vital du pays risque de mourir de sa belle mort sous les coups du manque d'initiative sinon d'un abandon confirmé. Il est resté extensif depuis l'indépendance malgré une présence constante d'un ministère dédié à sa promotion dans le Gouvernement.

Personne ne peut refuser à un Ministre de se montrer préoccupé des problèmes de son secteur. Surtout en ces temps de mouvements sociaux récurrents et de remaniement ministériel à compte-gouttes! Chaque chef de département veut être vu et entendu par le

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récupéré N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmrldiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com



ELECTRICITE DE GUINEE
DIRECTION DES ACHATS,
DES APPROVISIONNEMENTS
ET DE LA LOGISTIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES : Appel d'Offres N° 009/DAAL/EDG/17

I/ L'EDG lance un avis d'Appel d'Offres pour le projet de **construction de 14 cuisines africaines dans la cite des travailleurs de garafiri**

Les travaux se composent comme suit : **PROJET DE CONSTRUCTION DE 14 CUISINES AFRICAINES DANS LA CITE DES TRAVAILLEURS DE GARAFIRI**

II/ Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier complet d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Achats, Approvisionnement et Logistique, 1er étage, Immeuble EDG, Cité Chemin de Fer/ Kaloum, à compter du 15/11/2017 contre un paiement non remboursable de **2 000 000 GNF (Deux Millions de francs guinéens)**. Dans le compte bancaire ci-dessous : **FBN Bank N° de compte : 301203000000968**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus de la même adresse.

III/ Le délai d'exécution des travaux est fixé à deux mois (2) et ceux à compter à partir de la date de signature de l'ordre de démarrage des travaux.

IV/ Les offres rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse indiquée plus haut, au plus tard le 20/12/2017 à 15h 30. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant le 21/12/2017, en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse suivante : Salle de Réunion AG/ EDG/ 6ème étage, Immeuble EDG à 10h 00. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Conakry, le15. NOV. 2017.....2017


M. Antoine BRANCO
Administrateur Général/p.i

ÉLECTRICITÉ POUR TOUS EN GUINÉE

ÉLECTRICITÉ DE GUINÉE « EDG »

Société Anonyme Publique avec Administrateur Général N° ENTREPRISE/RCCM/GCKRY/0715A/2003 Capital Social: 261.119.478.000 GNF
Siège Social Cité Chemin de Fer - Immeuble Koundara - BP. 1463 Conakry - République de Guinée
Tél.: (224) 625 25 89 96 / E-mail : info@epteg.com

Ils ont dit



Bantama Sow, ministre des Sports, de la culture et du patrimoine historique, sur la liberté de la presse en Guinée: «Un journaliste est convoqué par la gendarmerie, on dit que le régime veut bâillonner la presse et que la Guinée tend vers la dictature. Quand j'ai vu ça, j'ai souri et je me suis dit pourquoi après l'assassinat du journaliste Mohamed Koula Diallo devant le siège de l'Ufdg, les gens n'ont pas eu les mêmes attitudes. Le Rpg n'a pas de leçons à recevoir de quelqu'un dans ce pays en matière de liberté de la presse. Le Rpg a tout donné pour qu'il y ait des radios et des journaux privés dans ce pays. La plupart de ceux qui parlent de la liberté de la presse aujourd'hui, beaucoup d'entre eux n'étaient pas nés ou n'avaient à l'époque que 6 ans ou 7 ans. Ils peuvent demander à Sankarela qui ne vit pas aujourd'hui en Guinée, à Aboubacar Sylla qui est porte-parole de l'opposition, à Thierno Souleymane Diallo, les sacrifices consentis par le Rpg pour la liberté de la presse et de la démocratie. Vous pouvez aussi demander à Tibou Kamara, à Sékouba Savané de la RTG, Sanou Kérfalla Cissé, Boubacar Yacine Diallo. Tous ces gens étaient dans la presse ici. Le RPG et son président Alpha Condé ont tout donné pour la liberté de la presse. (...) Ne pensez pas que vous n'avez que des droits, vous avez aussi des devoirs.»



Lansana Komara, secrétaire administratif du Rpg Arc-en-ciel, samedi 18 novembre 2017, sur la grève déclenchée dans le secteur éducatif: «Le Rpg Arc-en-ciel a toujours soutenu la lutte syndicale en Guinée à condition que celles-ci se fassent dans les règles de l'art. Nous invitons le SLECG ou du moins la frange du SLECG qui dirige cette manifestation à la retenue et à privilégier le dialogue et la concertation. (...) certains politiciens mal intentionnés commencent à faire de la récupération. Comment vous pouvez comprendre qu'on barre la route à Bambeto et ailleurs pendant une grève ? (...) ce n'est plus un mouvement syndical, il y a de la récupération. Ils sont très ridicules, ce qu'ils n'ont pas pu obtenir dans les urnes, ils veulent l'obtenir dans la rue, mais le peuple de Guinée ne se laissera pas faire. Le pouvoir en Guinée, c'est dans les urnes, mais ils ont peur d'aller aux élections. Et à chaque fois que le professeur Alpha Condé sort pour débloquent des montants, eux, ils fabriquent autre chose à l'intérieur du pays...»

Presse francophone C'est parti pour les 46e Assises de l'Upf !



Le chef de l'Etat et le président de l'Upf Madiambal Diagne.

Ce lundi 20 novembre, Conakry accueille les 46e Assises de l'Union de la presse franco-phone (Upf). Rendez-vous majeur, cet événement est la plus grande rencontre des journalistes, responsables et dirigeants de la presse d'expression française.

« Un programme riche attend les participants à cette édition autour du thème : « Journalisme, Investigation, Transparence », fait noter **Ibrahima Koné** le président de la section guinéenne de l'Upf élu au mois d'août 2017.

Au programme, une visite du **Centre sportif et de loisirs Antonio Souaré** sis à Dubréka et une **croisière aux Iles de Loos**. L'occasion pour les 350 participants venus de plus 84 pays de traverser la ville de Conakry et sa haute banlieue et, de voir de visu les progrès qui se font dans les domaines du développement des infrastructures sportives et touristiques dans ce pays qui sera l'hôte de la plus prestigieuse compétition sportive africaine,

la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN) en 2023.

Après la randonnée touristique, l'ouverture des Assises a lieu au cours d'une cérémonie solennelle à laquelle plusieurs hautes personnalités de la République et représentants d'institutions diplomatiques et consulaires vont prendre part. Suivront ensuite les travaux à la ronde et les ateliers sur le thème et les sous-thèmes des Assises.

La clôture du rendez-vous de Conakry est prévue samedi 25 novembre à l'hôtel *Noom* en présence du chef de l'Etat. Durant toute cette semaine la capitale guinéenne sera donc aux couleurs de l'Upf.

La tenue de cet événement mondial à Conakry a été possible grâce au leadership du président international de l'Upf, le sénégalais **Madiambal Diagne** et au dynamisme de son secrétaire général le français **Jean Kouchner** qui a tout mis en œuvre pour le succès de la rencontre. ■

Par **Gabriel Karakan**

ESCLAVAGE EN LIBYE : Communiqué du Président en exercice de l'Union Africaine

17 novembre 2017 – Le Président Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Président en Exercice de l'Union Africaine, exprime son indignation face au commerce abject de migrants qui prévaut en ce moment en Lybie et condamne fermement cette pratique d'un autre âge.

L'Union Africaine invite instamment les autorités libyennes à ouvrir une enquête, situer les responsabilités et traduire devant la justice les personnes incriminées.

Elle invite parallèlement les autorités libyennes à revoir les conditions de détention des migrants.

Ces pratiques modernes d'esclavage doivent cesser et l'Union Africaine usera de tous les moyens à sa disposition pour que plus jamais pareille ignominie ne se répète. Notre force, c'est notre humanité. Sachons la garder. Pour l'Union africaine.

**Le Président en exercice
Professeur Alpha Condé
Président de la République de Guinée**



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail Justice Solidarité

OFFICE NATIONAL DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS (ONFPP)

Centre de Perfectionnement aux Techniques Automobiles et Mécaniques
(CEPERTAM)

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS

Le consortium composé de l'Office National de Formation et de perfectionnement professionnel (ONFPP), du Centre de Perfectionnement aux techniques Automobiles et Mécaniques (CEPERTAM), du Cabinet Mécanique Développement Plus (MECAD +), du Garage du Gouvernement, de Bel Air Mining, de United Mining Supply (UMS), a obtenu une subvention du Fonds Compétitif pour les Compétences et l'Employabilité (FCCE) du Projet Booster les Compétences pour l'Employabilité des Jeunes (BoCEJ) d'un montant de **quatre cent mille dollars US (400.000 US)** de la Banque Mondiale à travers l'Association Internationale pour le Développement (IDA) en vue du financement du sous-projet « **Maintenance de véhicules et engins de travaux publics** » pour la période **2017-2020**.

Ce sous - projet a pour objectif d'accroître l'employabilité de 630 jeunes diplômés filles/garçons en leur facilitant l'accès aux compétences techniques et entrepreneuriales requises par le marché du travail.

La mise en œuvre du sous-projet nécessite la réalisation de certaines activités liées aux acquisitions suivantes :

1 / Pour les Travaux

- ✓ Réhabilitation de huit (8) salles de classes et d'un (1) réfectoire

2/ Pour les Biens

Acquisition de :

- ✓ Mobilier et divers pour bureau, salles de cours et bibliothèque ;
- ✓ Matériel informatique et similaires pour bureau, salles de cours et bibliothèque;
- ✓ Équipement pour divers ateliers (électricité, mécanique et labo-injection) ;
- ✓ Matériel didactique ;
- ✓ Fonds documentaire ;
- ✓ Tables-bancs

3/ Pour les services de consultants :

- ✓ Un consultant pour les études et le contrôle des travaux de réhabilitation de huit (8) classes et un (1) réfectoire.

4/ Pour les prestations de services courantes

- ✓ Confection de supports de communication ;
- ✓ Production et diffusion de spots TV, Radio etc;
- ✓ Fournisseur d'accès internet, service nettoyage.

Les potentiels soumissionnaires intéressés par le présent avis général de passation de marchés, peuvent obtenir des informations complémentaires et devraient confirmer leur intention à l'adresse suivante à partir du **14/ 11/ 2017 (09h-16h)**.

PROJET/ONFPP/BOCEJ/CEPERTAM :

ONFPP: DIXINN TERRASSE/IMMEUBLE DIARIOU 4ème ETAGE
Tél: (+224) 622 27 43 05 / 623 61 80 54 / 628 59 63 19
Courriel : projetonfppcepertam.bocej@gmail.com

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent contenir les informations telles que :

- ✓ Le pays d'origine, les statuts et/ou agréments ;
- ✓ Une liste de prestations réalisées avec les attestations de bonne fin délivrées par les clients;
- ✓ Des informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Des soumissionnaires peuvent se mettre en association ou groupement pour augmenter leurs chances de qualification.

NB: Les dossiers des soumissionnaires doivent être déposés physiquement au lieu indiqué mais aussi et surtout de façon électronique à l'adresse email indiquée.

Conakry, le 10/11/2017

**Le coordonnateur du sous projet
Mr Morlaye BANGOURA**

Justice guinéenne Ce jeune magistrat menace de démissionner si...

Mohamed Diawara, juge d'instruction de Kérouané, a décidé de démissionner si le pouvoir judiciaire n'occupe pas la place qu'il faut dans une République.
Lisez son interview !

De nos jours le citoyen lambda n'a plus confiance en la justice parce que tout simplement les personnes qui ont pillé nos deniers publics depuis des décennies occupent une place de choix dans notre pays, soit elles sont aux affaires ou elles sont leaders de partis politiques. Quel est votre avis sur cet état de fait ?

C'est vous qui le dites M.Yansané, avez-vous des preuves ? Comment l'avez-vous su ? La justice a-t-elle été saisie ? Par qui ? et quand ? Ecoutez, d'après la constitution guinéenne en son article 9, alinéa 3 « toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'une procédure conforme à la loi » mais dites-moi, leurs culpabilités sont-elles légalement établies ?

Vous permettez M. Diawara ? Non ! laissez-moi aller au bout de mes idées, s'il vous plaît... ! Ecoutez, certaines personnes, en raison de leur statut ou de la fonction qu'elles occupent, sont tenues à un « devoir de réserve », c'est mon cas par exemple, je dois exprimer mes opinions de façon prudente et mesurée, de manière à ce que l'extériorisation de mes opinions, notamment juridiques, soit conforme aux intérêts du service public et à la dignité de la fonction occupée. Plus le poste qu'occupe le fonctionnaire ou l'agent de l'Etat est important, plus son obligation de réserve est sévère. Ce faisant, je vous prie de bien vouloir reformuler votre question en l'inscrivant dans un contexte général et plus professionnel.

Je vous le concède M.Diawara donc, qu'est ce qui entraîne l'impunité et quelles sont ses conséquences dans la politique publique d'un Etat?

Je pense que confondre l'état d'âme à la loi est l'une des causes réelles de l'impunité, il est évident que partout où l'impunité est monnaie courante, chaque citoyen se croit être au-dessus de la loi par voie de conséquence la désobéissance civile et l'irrespect des lois de la

Républiques deviennent récurrents. Au fait, l'absence de sanction à l'encontre de l'auteur d'une infraction établie, qui ne peut prétendre à aucune excuse légale de responsabilité entraîne le mépris des autorités d'un pays. Si on parvenait par exemple à sanctionner les crimes économiques commis par des personnes estimées « intouchables », nous pourrions plus ou moins espérer à la limitation des tumultes sociaux mais hélas ! La politique, au lieu d'être saisie par le droit se moque constamment du droit en Afrique.

Pour votre information, à l'instar de la plupart des pays africains, notre pays la Guinée a réaffirmé sa volonté de promouvoir la bonne gouvernance et de lutter résolument contre la corruption et les crimes économiques qui sont imprescriptibles. En l'espèce, je vous prie de bien vouloir jeter un coup d'œil dans le préambule de notre constitution. Donc, nous avons le temps d'agir à tout moment car, de même le temps passe, de même une génération succède à l'autre à la tête de nos institutions.

Il n'y a aucun doute dessus, l'absence en droit ou en fait de la mise en cause de la responsabilité pénale de personnes prétendument « intouchables » et qui entravent la quiétude sociale, la paix et la concorde ne peut prospérer pour de bon. Tout pays, épris de paix et de justice,

doit avoir peur que l'impunité ne fasse disparaître ses acquis et valeurs démocratiques.

L'impunité est un fléau qui peut faire douter le citoyen lambda sur la justesse de la justice malgré les nombreuses réformes entreprises c'est pourquoi, pour redonner confiance au citoyen, il faut révolutionner la Justice ; cela passe forcément par l'application stricte des lois de la République.

Il faut toujours et sans remord sanctionner les auteurs des violations des droits humains ainsi que de leurs responsabilités civiles, administratives ou disciplinaires. Il ne faut pas du tout qu'ils échappent à toute enquête tendant à permettre leur mise en accusation, leur arrestation, leur jugement et s'ils sont reconnus coupables, leur condamnation à des peines appropriées y compris à réparer le préjudice subi par leurs victimes. Aucune politique ne doit prévaloir sur les lois de la République. Aucun accord politique non plus, ne doit être érigé en loi de la République. C'est tous ces facteurs qui

entraînent

le dysfonctionnement des institutions d'un Etat. Il faut rendre justice à ceux qui en ont vivement soif car l'impunité aggrave la désunion. « Un gouvernement démocratique qui abdique face à l'impunité lègue à ses citoyens un avenir de corruption et de profonde immoralité, vidant de tout son sens les notions même de démocratie et de paix » disait l'autre.

Une autre cause de l'impunité, c'est l'absence de l'exécution des décisions de justice or une loi ne peut être valable qu'à partir de l'exécution des décisions de justice. Punir les bourreaux et indemniser les victimes peut sans nul doute constituer un tremplin pour unir un peuple divisé mais fort malheureusement ceux qui sont très souvent la cause du retard du peuple forment le groupe de pression qui tire la ficelle de la désunion.

Veillez m'excusez M.Diawara si cela vous fait mal, c'est vous les magistrats qui cautionnez l'impunité car vous continuez à rendre le pouvoir exécutif plus fort qu'auparavant pour preuve, le pouvoir judiciaire continu à recevoir l'ordre du pouvoir exécutif avant d'engager une procédure judiciaire à l'encontre de certaines personnes influentes du Pays.

Rire... Ecoutez, je suis un défenseur des valeurs républicaines et démocratiques, ce qui me retient le plus souvent dans mes interventions, c'est mon statut de magistrat toutefois, je vous informe que dans tous les pays du monde le pouvoir exécutif se bat de façon constante et à tout bout de champ pour dompter les pouvoirs adverses,

le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif plus loin toutes les institutions Républicaines indépendantes.

Concernant la Justice qui m'intéresse de plus, j'avoue qu'à travers le parquet qui n'est rien d'autre qu'une main invisible du pouvoir exécutif grâce à sa soumission à une autorité hiérarchique bien sûr, notamment celle du ministre de la justice via le Procureur Général, on ne peut espérer à une indépendance effective de la Justice. Pour réussir, il faut impérativement couper ce pont mais l'exécutif pourra-t-il accepter cela ? Pour quel intérêt ? S'affaiblir pour de bon ? Je ne pense pas du tout qu'il puisse faire ce cadeau au profit d'une justice indépendante et forte.

L'autre politique du pouvoir exécutif c'est de refuser de créer un cadre de travail approprié pour les magistrats car cela fait partie des stratégies voire stratagèmes tendant à dompter le pouvoir judiciaire sinon mettre en péril son indépendance. J'avoue que dans d'autres pays, les magistrats ont les mêmes avantages que les ministres à savoir les logements décentes, les véhicules de fonction j'en passe...

Votre dernier mot

Si on me proposait de périr au prix d'une justice dynamique et forte, je l'accepterais sans nul doute et si on me disait d'être l'unique citoyen à être immolé pour qu'il ait justice pour tous, je l'avaliserai avec ravissement. Prendre part à la réforme du secteur judiciaire, œuvrer en sorte que le pouvoir judiciaire refuse de recevoir l'ordre du pouvoir exécutif dans les procédures judiciaires notamment celles à l'encontre des personnes prétendument « influentes » même pas en Guinée mais dans toute l'Afrique, est et demeure mon combat.

J'avoue qu'aucune personne ne peut être plus influente que la loi. Aucun magistrat n'a donc le devoir de cautionner l'irrespect des lois de la République. Dans tous les cas, en ce qui me concerne, je le dis à haute et intelligible voix, si le pouvoir judiciaire n'occupe pas la place qu'il faut dans une République, je démissionnerai de la magistrature pour d'autres horizons.

M. Diawara, merci pour votre accueil et votre disponibilité et c'est avec plaisir que nous reviendrons pour d'autres questions liées à l'indépendance effective du pouvoir judiciaire.

Je reste à votre disposition pour l'intérêt de notre patrie au regard de laquelle j'éprouve depuis mon enfance la fierté d'appartenance.

*Propos recueillis par
Daouda Yansané*





Kassory Fofana reçu par le président Alassane Ouattara

Porteur d'un message du président Alpha Condé, par ailleurs président en exercice de l'Union africaine, le ministre d'Etat à la présidence chargé des Investissements et du partenariat public-privé, **Kassory Fofana** a été reçu lundi 13 novembre 2017 par le président ivoirien **Dr Alassane Dramane Ouattara**.

L'audience a porté essentiellement sur le renforcement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Et la collaboration entre le Bureau national ivoirien d'études techniques et de développement dénommé (Bnetd) et l'Administration et contrôle des grands projets publics. ■

Madiambal Diagne, lauréat du prix Nibert Zongo : « Je dédie ce prix à mes confrères et collaborateurs »

L'administrateur général du groupe Avenir communication, Madiambal Diagne a été désigné lauréat de l'Edition 2017 du Prix Nibert Zongo par le Festival international de la liberté d'expression et de presse (Filep). Interrogé sur cette distinction par le journal *Quotidien*, Madiambal Diagne par ailleurs ancien président du Conseil des diffuseurs et éditeurs de presse du Sénégal (Cdeps) et actuel président de l'Union internationale de la presse francophone (Upf), considère ce prix comme un « motif de satisfaction pour toute la presse sénégalaise », et qu'il le dédie à ses confrères et collaborateurs. Absent des lieux, il soutient que « avec cette consé-

cration, les gens s'engagent à préserver sur la question de l'exigence des normes de protection des journalistes ». Rappelons que, le prix Nibert Zongo est initié par le Centre national de presse Nibert zongo sis à Ouagadougou (Burkina Faso) et que le prix Nibert Zongo du journalisme d'investigation est un prix d'excellence en mémoire du célèbre journaliste burkinabè sauvagement assassiné, décerné chaque année, depuis 2011, à tous les journalistes professionnels de l'Afrique qui sont régulièrement employés dans un organe de presse ou collaborent avec des organes de presse africains.

Source: Leral



Madiambal Diagne, président de l'Union internationale de la presse francophone (Upf).

L'entreprise Danequip de M. Youness offre des caisses aux vendeuses de pain



Vendre du pain sain et propre tout en respectant l'hygiène. Voici l'initiative que l'ONG Conscience verte soutenue par l'Union nationale des boulangers de Guinée. Samedi 18 novembre, le chef de l'entreprise Danequip, **M. Youness** (sur la photo) a présenté au gouvernorat de Conakry un don non remboursable de 100 caisses sécurisées destinées à protéger les pains de la poussière, des dépôts de mouches et autres. Vous avez dit don ? Ce pourrait être une opération de marketing pour cette entreprise spécialisée dans l'équipement de boulangeries et pâtisseries. ■

PAGE NOIRE

Hadja Mariama Dalanda Diallo n'est plus !



Etre inhumée au cimetière *Koula nètè* dans le caveau des *Walîy* et chefs coutumiers de son Karakan natal à Koïn au Fouta Djallon était la dernière volonté de notre mère, mère adoptive, sœur, tante, grand-mère, amie et voisine **Hadja Mariama Dalanda Diallo** rappelée à Dieu, quelques minutes seulement après avoir accompli son devoir religieux de l'aube du lundi 13 novembre 2017 au domicile de son fils adoptif Diallo Alpha Abdoulaye fondateur du journal *Le Populaire*, sis à Dabompa-plateau, commune de Matoto à Conakry. Suivant cette volonté et son testament, elle a rejoint sa dernière demeure le vendredi 17 novembre 2017 après la prière de 14h en présence de parents, amis et alliés venus de tous les horizons. **Hadja Mariama Dalanda Diallo** était la mère de Diallo Ibrahim, directeur général de la radio *Liberté FM*. Ne l'oublions pas nos prières. ■



Editions GANNAL
Des idées,
des mots...
des livres

Un mois de novembre fort en livres !



Meilleur éditeur
Jeunesse
2017-Afrique

Conakry Capitale Mondiale du Livre, un voyage au long cours parsemé d'escalades excitantes !

Préparez vous à l'escalade de Novembre !

Du 22 au 30 Les éditions Gannal vont mettre en avant deux aspects de leur politique éditoriale : le livre jeunesse et l'édition dans les langues africaines et souligneront l'importance du numérique dans ces divers domaines.

Du côté de la Jeunesse : un colloque consacré à la richesse de la littérature de jeunesse africaine (22-23 novembre)

un salon spécialement dédié aux livres pour la jeunesse (23-26 novembre) avec la participation des éditeurs africains, des libraires et bouquinistes de Conakry et de nombreux auteurs (de Kidi Bebey à Yves Pinguilly en passant par Wilfried N'Sondé ((Prix des cinq continents), pour ceux qui viennent de loin, et tous les auteurs guinéens), celle de Viviana Quiñones (BNF) représentant aussi l'IFLA, et celle de l'Oiseau Indigo Diffusion/Bookwitty.

Du côté des **Langues africaines**, atelier de formation des éditeurs africains francophones sur le livre numérique en langues nationale en partenariat avec l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, du **23 au 25 novembre 2017**. Les 25 et 26 novembre un colloque sur les défis de la promotion et de la distribution des livres en langues africaines et pour ceux qui aiment écrire en français, Wilfried N'Sondé et Kidi Bebey animeront chacun un atelier d'écriture le 25 novembre tandis que ceux qui veulent écrire dans les langues nationales pourront participer à un atelier du 27 au 29 novembre.

A noter : des expositions sur la littérature de jeunesse africaine, sur l'illustration des livres pour enfants, sur les livres numériques, des rencontres avec les auteurs.

Réservez ces dates, des informations viendront au fur et à mesure sur <http://editionsgannal.blogspot.com/> et sur la page facebook.



Féguifoot: l'ancien aigrefin et ses complices épinglés

La malversation financière qui a permis à Salifou Camara Super V de sortir et empocher 1 milliard 247 millions de francs des caisses de l'État, bien après sa chute définitive de la Féguifoot, révèle une chaîne de complicité au ministère du Budget.

Dans une correspondance à entête de la Féguifoot numérotée 0251, datée du **13 mai 2014** et adressée à l'ex-ministre des Sports Domani Doré, dont l'objet mentionné est le « *remboursement de la prise en charge des frais liés à la mission d'inspection de la CAF pour la candidature guinéenne à la CAN 2019-2021* », Salifou Camara Super V écrit : « *Nous avons été sollicité pour la prise en charge des frais y afférents d'un montant de 639 750 000 FG, 55 068,52 dollars et 73 569 euros, conformément au devis ci-joint.* »

Et il demande à la ministre de prendre les dispositions pour lui rembourser ces frais. L'adjectif « sollicité » écrit au masculin singulier indique bien qu'il se rapporte à lui et non à la Féguifoot.

Cependant, Super V ne joint aucune demande notifiée officielle par laquelle il aurait été sollicité financièrement, il ne précise pas non plus par quel service étatique. Donc aucune pièce probante n'appuie sa requête. Un simple devis est joint à sa correspondance. Il n'excipe ainsi d'aucune reconnaissance officielle de créance. Il se contente d'énumérer les montants qui lui sont prétendument dus.

Le **3 juin 2014**, un courrier à entête portant la signature et le cachet de la ministre Domani Doré transmet au ministre délégué au Budget, par courrier numéro 0471, la lettre de Super V en disant qu'elle est « *relative au remboursement des charges induites par la mission d'inspection de la CAF au titre de la candidature de notre pays pour l'organisation de la CAN 2019 ou 2021* ». La lettre demande au ministre du Budget de prendre des dispositions diligentes en vue de l'examen de la requête. On y lit qu'« *un Comité préparatoire du dossier de candidature avait été mis en place, mais ce dernier n'a bénéficié d'aucun concours financier* ».

Or, le **29 avril 2013**, un an avant la mission de la CAF en Guinée dont Super V prétend avoir payé les frais de sa poche, l'ex-Premier ministre Mohamed Saïd Fofana a déjà pris un arrêté « *portant création, attribution et composition du Comité préparatoire de la candidature guinéenne à l'organisation de la coupe d'Afrique des nations de football 2019 de la catégorie des séniors* ».

Son article 14 stipule : « *La dépense pour le fonctionnement du Comité préparatoire est imputable aux budgets du ministère en charge des Sports des exercices durant lesquels il mènera ses activités.* »

L'article 15 : « *Le comité préparatoire dispose d'une autonomie de gestion.* »

Et l'article 16 : « *Les comptes sont tenus conformément au plan comptable national de la République de Guinée.* »

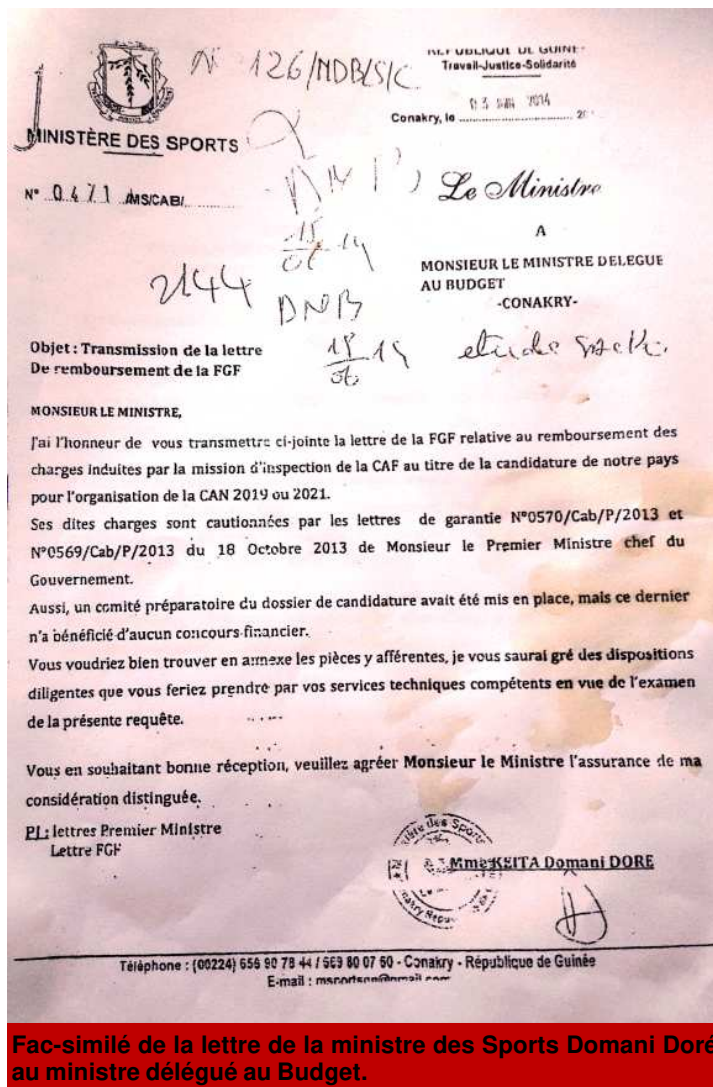
Comme on le voit, l'État guinéen a très tôt pris les mesures formelles et pratiques nécessaires à la préparation de la candidature guinéenne à l'important événement continental qu'est la CAN, incluant la mission d'inspection de la CAF attendue en Guinée.

L'État avait donc prévu la dépense nécessaire. Il est trop bien pourvu en ressources financières et trop responsable pour jouer à l'improvisation et à l'amateurisme dans l'offensive de charme qu'il a lancée en vue d'organiser la prestigieuse CAN qui mettra le pays sous les feux de la rampe et lui ouvrira des fenêtres d'opportunités au plan international et dans tous les domaines. Avec un budget annuel de 15 000 milliards, il n'a pas besoin de recourir à une personne physique pour faire face à une dépense aussi dérisoire qu'un milliard.

Un faux dossier, des documents antidatés, des complices au ministère du Budget

Une enquête aux différentes sources révèle le caractère faux de tous les documents formant le dossier qui a permis la sortie d'argent au Budget.

La lettre numéro 0251 du 13 mai 2014 de la Féguifoot à madame l'ex-ministre des Sports, signée par Salifou Camara Super V, est antidatée. Elle a été rédigée à dessein en 2017, après la cinglante défaite de Super V à l'élection du nouveau comité exécutif de la Féguifoot. Celui-ci ne reconnaît pas la créance évoquée par son ancien président, d'abord démis par la FIFA et ensuite battu au dernier congrès électif. Donc son remboursement en cette année 2017 par le ministère du Budget est illégal. C'est une malversation financière pure et simple, les cadres qui ont traité le dossier au ministère le savaient.



La lettre numéro 0471 du 3 juin 2014 adressée à l'ex-ministre délégué au Budget, Mohamed Diaré, et attribuée à l'ex-ministre des Sports, madame Keïta Domani Doré, est un faux. La ministre n'a jamais soutenu en 2014 la démarche financière de Super V, elle n'a pas demandé à son homologue du Budget de faire procéder au remboursement d'une quelconque créance due à Super V par le Comité préparatoire mis en place par l'ex-Premier ministre Mohamed Saïd Fofana suivant son arrêté du 29 avril 2013.

La lettre numéro 0331 du 25 avril 2017 de l'ex-ministre des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique, Siaka Barry, évoquée par la section SER du ministère du Budget dans sa demande de mise en place de crédits en faveur de Super V adressée par note numéro 0536 à l'actuel ministre du Budget est un faux. Par conséquent, la section SER de la division DEPR de la direction nationale du Budget est une comparse dans le montage du faux dossier et la sortie d'argent subséquente.

Les fiches de traitement de dossiers numéro 1057/DNB du 26 avril 2017 et numéro 1281/DNB du 22 mai 2017 établies au secrétariat central de la direction nationale du Budget pour la mise en place de crédits en faveur de Super V sont illégales ; elles ont été établies sur la base d'un faux dossier et engagent la responsabilité de ceux qui les ont faites.

Il en est de même de la fiche de circulation du courrier numéro 44MB/CAB/SC du 25 avril 2017 ayant trait à la mise en place de ces crédits.

Par ailleurs, tout concussionnaire sait qu'en audit comptable les chiffres ronds sont douteux. Super V le sait certainement et ne les arrondit donc pas afin que le devis paraisse vraisemblable. Mais franchement, comment expliquer la ridicule décimale dans le montant en dollars ? On a beau se triturer les méninges, on ne voit pas qu'est-ce qui peut coûter 52 cents (0,52 dollar) en Guinée dans un paiement en dollars. Pis encore, quelle addition de dépenses en dollars a pu donner cette invraisemblable somme ? Mais passons.

Une chose est sûre, si la créance était vraie, Super V, comme tout haut cadre en pareille situation, se serait fait rembourser sans tarder. En tout cas, il n'aurait pas attendu trois ans.

Au demeurant, une énième malversation financière a été commise au détriment du contribuable grâce à un montage financier fallacieux et des complicités internes au

Suite à la page 8

Suite de la page 7

ministère du Budget. La sortie d'argent faite par Super V et ses acolytes à l'intérieur du ministère est une spoliation pure et simple de l'État et révèle une pratique ancrée dans la gestion des deniers publics. L'homme est un coutumier du fait. L'occasion faisant le larron et le recyclage des factures étant monnaie courante dans l'administration guinéenne, il est même probable qu'un ou plusieurs remboursements des mêmes faux débours afférents à la mission d'inspection de la CAF aient été effectués par le passé avec le même procédé de faux et usage de faux. Faussaire un jour, faussaire toujours !

Avec ce faux dossier, on a une idée de la manière dont l'argent du contribuable est siphonné à tire-larigot par des cadres véreux qui portent cravate,



Cette nouvelle malversation financière interpelle les ministres en charge des Finances et du Budget ainsi que l'inspection générale des Finances, qui n'ont rien à y voir.

roulent carrosse et gisent dans des villas huppées sous des airs de respectabilité, alors qu'ils appartiennent à cette engeance à laquelle on doit imputer la misère sociale lancinante et le retard économique incurable de la Guinée.

Cette nouvelle malversation financière interpelle les ministres en charge des Finances et du Budget ainsi que l'inspection générale des Finances, qui n'ont rien à y voir. Qu'attendent-ils pour démanteler le réseau concussionnaire tapi dans leur département et plus nuisible au pays que la fiesta, la bamboula, le choléra et Ebola réunis ?

Ah oui, j'oubliais, la machine à attraper des voleurs fonctionne dans tous les pays, mais en Guinée elle est toujours volée. Avant même son installation.

Par El Béchir

Blasco et Morthon en prison, mandat d'arrêt international contre Super V

L'action judiciaire engagée contre des anciens responsables de la Fédération guinéenne de football incriminés par le **rapport de l'audit**, réalisé sur la période **janvier 2013 à décembre 2015**, amorce une phase cruciale pour l'ancien président, **Salifou Camara Super V** contre lequel un mandat d'arrêt international a été décerné et ses deux co-prévenus, le secrétaire général et le financier suspendus: **Ibrahima Barry Blasco** et **Aboubacar Soumah Morthon** déjà mis aux arrêts et conduits à la Maison centrale de Conakry, depuis le mercredi 15 novembre.

Après plusieurs auditions, le juge en charge de l'affaire a recueilli beaucoup d'éléments graves qui nécessitent un procès pouvant situer les responsabilités. Malgré le refus manifesté par **Salifou Camara Super V**, en fuite, de répondre aux multiples convocations de la Justice, les explications fournies par **Ibrahima Barry Blasco** et **Aboubacar Soumah Morthon** sur le dossier d'accusation ont permis au juge d'instruction de faire sa conviction et de prendre les premières mesures conservatoires contre les trois person-

nes reprochées de l'utilisation injustifiée de plusieurs milliers d'euros et de dollars américains ainsi que des milliards de francs guinéens dans leur gestion et sur la période qui a fait l'objet d'audit.

Ces mesures concernent l'interdiction de sortie de Conakry et du territoire national, la confiscation des documents de voyage, le mandat dépôt à la Maison centrale de Conakry ou le versement d'une caution de 100 millions de francs guinéens. Ces mesures ont été immédiatement infligées à **Ibrahima Barry Blasco** et

Aboubacar Soumah Morthon, qui ont été mis aux arrêts et détenus à la Maison centrale, en attendant le versement par chacun du montant de 100 millions représentant la caution pour une liberté provisoire. En fuite, depuis le déclenchement de la procédure, un mandat d'arrêt international a été délivré contre **Salifou Camara Super V**.

Désormais, le sort du fugitif ancien président de la Féguifoot, déjà banni par la communauté sportive nationale qui ne cesse de lui réclamer des comptes sur son opaque et catastrophique gestion, est dans les mains de l'interpool chargé de le rechercher et de l'extrader vers Conakry où la Justice l'attend. Il ne rentrera plus librement en Guinée.

Lui qui clame, bêtement, la menace de sanction contre la Guinée si la plaine n'était pas retirée contre sa gestion, se rendra bientôt compte du degré de sa "suprématie" et de sa "popularité" au niveau de la FIFA, de la CAF, du monde sportif national et même de l'opinion.

Par Mamadou Saliou Diallo



Le secrétaire général suspendu, Ibrahima Barry Blasco

Sagesse

■ L'ivresse est une folie volontaire, elle fait commettre mille indignités. (...) Ne prête point à rire aux malhonnêtes gens, conserve à la vertu sa dignité.
Adages Français

■ Il est une suprême dignité qui par elle-même ne donne point de rang, c'est celle qui résulte de la qualité d'honnête homme.
Stanislas Leszczynski (Le philosophe bienfaisant -1764)

RADIO
ENVIRONNEMENT
 Guinée

Tél. : +224 622 26 10 50 / 655 29 10 50 / 662 08 08 27
 Site Web : www.radioenvironnementgn.com / www.facebook.com/radioenvironnementgn
 E-mail : radioenvironnementgn@gmail.com

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !

facebook

Facebook.com/
 Le-populaire-conakry

GUINEE SIGNAL
 Toute l'actualité Guinéenne en continu

www.guineesignal.com

Le premier site guinéen disponible en français, en anglais et en espagnol

Remplacement de Baidy Aribot : L'Ufr appliquera la loi

Ce samedi 18 novembre 2017 à l'assemblée générale ordinaire de l'Union des forces républicaines (UFR), il a été annoncé que **Baidy Aribot** le député uninominal de Kaloum nommé 2^e Vice-gouverneur de la Banque centrale (BCRG) jeudi 2 novembre 2017 ne sera pas remplacé par **Cheick Touré** - son suppléant à l'Assemblée nationale. Et pour cause? «La loi est claire dans ce sens: pour être député, il faut appartenir à un parti politique. C'est le parti politique qui investit. Tu ne peux pas être investi par un parti politique si tu n'appartiens pas à ce parti, (et) c'est le cas qui se présente. Celui qui prétend aujourd'hui être à l'investiture de la députation à Kaloum, ce monsieur (Cheick Touré) n'est plus de notre parti depuis 2015. Il a fait campagne pour un autre parti en 2015. (Cheick Touré) milite donc ouvertement pour ce parti-là depuis 2015, et aujourd'hui malgré tout cela, il veut que l'UFR l'investisse comme député. Nous ne pouvons pas le faire». Ces propos sont de l'honorable Ibrahima Bangoura, vice-président de l'Ufr. ■

Par Gabriel Karakan



Baidy Aribot député uninominal de Kaloum (boubou) et Sidya Touré président de l'Ufr. Photo d'archives

Lu dans



Alpha Condé à ses opposants : "J'ai eu combien de militants massacrés quand j'étais dans l'opposition ?"

Pour attirer les investisseurs, mieux vaut un climat politique apaisé. Alpha Condé le sait et les médias RFI, AFP et Le Monde le lui ont rappelé lors d'un entretien qu'il leur a accordé dans la capitale française.

Lors de ce face-à-face, nos confrères ont demandé au président de la République pourquoi le débat politique en Guinée n'arrive pas à se débarrasser de la violence, de l'invective.

Pour Alpha Condé, il est important de comprendre que l'opposition guinéenne n'est pas une opposition comme les autres. Il précise que celle-ci est constituée de "gens qui ont dirigé ce pays, qui ont été Premier ministre et qui après cela ont créé des partis".

Aujourd'hui, ajoute-t-il, "comme ils voient que la Guinée avance et que nous sommes en train de réussir là où ils ont échoué, c'est pour eux une condamnation à mort. Selon lui, "la Guinée est en retard à cause de ces cadres qui ont géré le pays. Comme ils n'ont pas de programme et qu'ils ne peuvent pas promettre, car ils ont déjà un bilan, ils créent de la violence pour empêcher le pays d'avancer".

Il se dit convaincu que le peuple n'est pas aveugle et décide sans influence extérieure. Mettant l'occasion à profit, il a interrogé à son tour ses adversaires politiques qui parlent de violences et qui estiment à 83 le nombre de partisans tués lors des protestations de rue depuis l'arrivée d'Alpha Condé au pouvoir : "Moi j'ai eu combien de militants massacrés quand j'étais dans l'opposition ?"

Par Ciré BALDE

Vous êtes détenteur d'une information, ou souhaitez établir un partenariat ou une demande d'information sur l'insertion publicitaire ou nos services. Ecrivez-nous à :

contact@visionguinee.info
ou appelez-nous au (00224) 664 93 14 04 / 628 32 85 65 / 655 71 74 65



Le Festival International de CONAKIRI

vous remercie!

INSTITUTIONS



OFFICIAL AIRLINE


SPONSORS OFFICIELS




PARTENAIRES FREE







OFFICIAL MEDIAS




















































REPUBLIQUE DE GUINÉE



SPECIAL EDITION 2017

DOCUMENT Il y a 25 ans, Alpha Condé écrivait à Lansana Conté : «Le bon dirigeant est celui qui évite les malheurs à son peuple»

En 1992, Alpha Condé, opposant au régime d'alors, avait écrit à Lansana Conté une lettre ouverte dans laquelle, il le rappelait en termes clairs que : « *La Guinée et le reste du monde vous observent* » ou encore « *Diriger c'est prévoir...* » et (...) « *Le bon dirigeant est celui qui évite les malheurs à son peuple* ».

25 ans après, le peuple de Guinée renvoi la lettre à son auteur: qu'il médite à ce qu'il avait écrit et qu'il suive les conseils qu'il avait prodigué à Lansana Conté: Bonne lecture !



Le général Lansana Conté et le Pr Alpha Condé.

« LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT LANSANA CONTE »

Monsieur le Président,
L'histoire est en marche inexorable, imposant à chaque peuple et à chaque nation ses lois implacables. Tel le soleil, il n'est donné à aucun dirigeant quelque charismatique, ou manœuvrier qu'il soit d'en empêcher l'avènement et l'éclat. Plus on s'efforce en de veines gesticulations de s'opposer au lever du soleil, à l'affirmation de la vérité, plus on a de chance de se brûler les doigts et le visage donc de s'écarter de la voie de la raison en se rapprochant d'autant de celle de la perdition.

Le soleil, la vérité et l'histoire se confondent aujourd'hui en une seule et unique réalité qui a pour nom « Démocratie ». Le monde en général et l'Afrique en particulier se sont engagés dans un processus devenu irréversible parce qu'impliquant la conscience de peuples trop longtemps tenus à l'écart de l'assomption de leur destin quand bien même leurs diri-geants prétendant gouverner à leur nom. Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple a servi d'alibi pour maints gouvernements pour ballonner leur peuple, s'enrichir sur son dos et le réprimer pour soi-disant maintenir « l'ordre » en fait pour

se maintenir pendant des décennies au pouvoir pour le plus grand malheur du peuple. Aujourd'hui les peuples se réveillent, revendiquent leur véritable place dans la détermination et la définition du système de gouvernement qu'ils entendent se donner, exigent la construction de garde-fou pour limiter dans le temps et dans l'espace les pouvoirs et les appétits de leurs gouvernants afin de se prévenir à jamais contre les pouvoirs solitaires, autocratiques, dictatoriaux qui ont réduit maintes nations à l'état de mendicité tant le dénuement est incommensurable. En voulant s'assumer désormais en se

donnant les dirigeants de leur choix, les peuples instaurent partout le seul système à même de respecter cette volonté du peuple : La Démocratie.

Monsieur le Président,

L'histoire n'a d'intérêt que si sa lecture et son analyse permettent d'en tirer des leçons bénéfiques. Les événements qui se déroulent sur notre continent depuis 1990 et en ce début de 1991 sont pleins d'enseignements. Tous les pays, un à un, chacun selon son style et ses modalités propres empruntent le chemin de la démocratisation qui implique l'instauration du

multipartisme intégral, l'organisations d'élections libres afin de permettre au peuple de choisir ses dirigeants à tous les niveaux (Président de la République, députés, Maires des Communes Urbaines et rurales...).

Mais comme le faisait remarquer un journaliste de RFI récemment, chacun des pays qui se sont engagés dans le processus de démocratisation y est parvenu à la suite d'émeutes sanglantes avec leurs lots de morts, de blessés et de handicapés à vie. Ce processus n'est pas une fatalité. Tout dépend des dirigeants. S'il ya chez eux la sincère volonté d'engager leur pays dans la voie de la démocratisation, la voie de la violence aveugle peut être évitée.

Monsieur le Président,

Il n'est pas nécessaire que les Guinéens paient leur tribut en morts et en blessés par dizaines pour qu'ils aient le droit de goûter aux délices de la démocratie universelle. Vous pouvez, si vous le voulez, faire éviter à notre pays et à notre peuple l'hécatombe que ne manquera de provoquer votre

Suite à la page 11

Convocation de Moussa Moïse Sylla DÉCLARATION DES ASSOCIATIONS DE LA PRESSE

Déclaration : Les associations professionnelles des médias en Guinée ont appris avec inquiétude et stupéfaction, la double convocation du Journaliste Moussa Moïse SYLLA, Directeur d'Espace TV par le PM3 de Matam.

Les associations professionnelles des médias en guinée dénoncent l'acharnement des autorités contre la presse en général et les radiotélévisions en particulier. Elles appellent les autorités à protéger et consolider la liberté de la presse chèrement acquise à la suite de nombreux sacrifices des uns et des autres.

Les associations professionnelles des médias en Guinée dénoncent avec la dernière énergie les tentatives d'intimidation, de provocation et de musellement de la presse privée des pratiques qui visent à jeter le discrédit sur les médias guinéens et à cultiver la peur chez les journalistes.

Les associations professionnelles des médias en Guinée invitent toute la presse nationale à la solidarité et à la sauvegarde de nos acquis et appellent les médias à une mobilisation massive pour soutenir notre confrère d'Espace TV mais aussi tous les journalistes inquiétés injustement. Les associations professionnelles des médias se réservent le droit d'user de tous

les moyens légaux pour protéger la liberté de la presse et les hommes de médias.

Par ailleurs, les associations professionnelles des médias en guinée restent fidèles au contenu de leur déclaration récusant leurs représentants à la HAC et la non reconnaissance de cette institution par elles dans sa composition actuelle. Elles invitent par conséquent tous les médias privés à ne diffuser aucun communiqué ou message en provenance de la Haute Autorité de la communication.

Les associations professionnelles des médias en Guinée savent compter sur l'esprit de confraternité qui a toujours pondéré la presse nationale et invitent celle-ci à une mobilisation sans faille dans cette nouvelle épreuve d'autoprotection pour que plus jamais ça en Guinée.

Fait à conakry, le 14 Novembre 2017

Ont signé:

L'Agepi, l'Aguipel, l'Urtelgui, Remigui, l'Apac, le SPP, l'UPLG, l'UPF

Suite de la page 10

refus prolongé de procéder à l'ouverture démocratique dont un moment, vous vous étiez fait le pilonier en Afrique lorsqu'en 1989 vous annonciez le bipartisme pour la Guinée.

Mais depuis, vos promesses se sont réduites comme une peau de chagrin pour s'évanouir au travers d'une Loi Fondamentale qui ne donne de chance aux Guinéens d'être au diapason démocratique que dans 5 ans.

La Loi Fondamentale, tout comme les récentes élections municipales organisées à Conakry apparaissent ainsi comme des manœuvres pour retarder l'avènement du multipartisme en Guinée tout en donnant l'impression de donner la parole au peuple pour le

choix de ses dirigeants municipaux.

Toute manœuvre, aussi subtile soit-elle qui tendrait à occulter la réalité afin d'échapper à un processus irréversible ne peut qu'accroître, en l'aggravant, l'impatience de notre peuple.

Monsieur le Président, Diriger c'est prévoir, c'est dans tous les classiques de Sciences politiques. Vous devez prévoir au regard de ce qui se passe autour de la Guinée et dans le monde (toutes choses qui influencent directement les événements internes à la Guinée) jusqu'où peut aller l'acceptation par notre peuple de la plate-forme actuelle qui lui est imposée par la Loi Fondamentale dont nous avons dénoncé en son temps les conditions « d'adoption » dans un vote où la fraude était la règle et la régularité l'except-

tion. Mais là ne se situe pas notre propos d'aujourd'hui.

Notre propos est de vous amener à une claire vision des réalités auxquelles il serait souhaitable que vous vous adaptiez au plus vite afin que l'Histoire, bien triste il est vrai, de certains pays voisins ne se répète pas en Guinée.

Vous avez dû mesurer ou conduit l'entêtement de certains de vos anciens collègues aujourd'hui rejetés par leur peuple et promis au jugement impitoyable de l'Histoire. L'exemple est à méditer.

Monsieur le Président,

Les Guinéens seraient-ils trop tard venus sur la scène politique pour qu'on leur serve la Démocratie à dose homéopathique ? Les Guinéens seraient-ils si immatures pour qu'on leur fasse un stage politique de 5

ans à une Ecole de la Démocratie ? Les Guinéens seraient-ils si peu aptes à assimiler les leçons de démocratie qui faillent craindre pour eux les dérapages qui ne se sont pas produits ailleurs ? A toutes ces questions, la réponse est évidemment « non ».

Dans l'hypothèse, hautement improbable, où les Guinéens accepteraient d'attendre 5 ans encore pour accéder au multipartisme et aux élections libres, leur pays, en 1995, appartiendrait à la préhistoire de l'Afrique, et ressemblerait à une sorte de fossile politique juste bon pour être cité comme contre-exemple des pays qui avancent sur le chemin du progrès.

Les Guinéens n'attendront pas 5 ans, Monsieur le Président. Vous le savez et vous pouvez prévenir les soulèvements qui

vont exiger du pouvoir la Démocratie pluraliste.

Le bon dirigeant est celui qui évite les malheurs à son peuple en restant à son écoute. Vous pouvez et devez éviter que les morts de novembre 1990 ne soient le ferment de soulèvements autrement plus importants qui deviendront inévitables si le pouvoir s'enferme dans une logique antipopulaire.

Monsieur le Président,

En termes simples, la balle est dans votre camp. A vous de jouer. La Guinée et le reste du monde vous observent.

Pour le R.P.G
Le Secrétaire Général
Alpha CONDE



Le racisme existe partout et se manifeste sous plusieurs formes : la négrophobie, le nazisme, l'ethnocentrisme, l'antisémitisme, le tribalisme, la discrimination à l'embauche...

Nous devons le combattre par tous les moyens, qu'ils soient préventifs ou répressifs. Mais ce qui se passe en Libye n'est pas qu'une simple question de discrimination, il s'agit du racisme primaire congénital, il s'agit de la chosification de la race humaine, de la bestialité arabe ancrée dans la tradition et dans l'éducation bédouine depuis des siècles. Et cela n'est point une découverte pour quiconque connaissant l'histoire de ce peuple. Leur mépris congénital pour la race humaine, la barbarie et leurs habitudes animalières ont laissé des blessures indélébiles dans l'histoire des peuples du monde. Des razzias négrières en passant par les guerres civiles au Tchad, au Soudan, en Mauritanie, ou au nord du Mali... Ils ont toujours presque unanimement manifesté cette espèce de mépris primaire, cette bestialité moyenâgeuse lorsqu'il s'agit de nous. Les événements de Libye, ne sont point une première mauvaise surprise, puisque la Mauritanie fait presque la même chose depuis des décennies contre cette minorité soninké et peule, en toute impunité et elle continue de siéger au sein de l'Union Africaine.

Non ! Ce n'est pas une surprise puisque les autorités algériennes cautionnent honteusement une chasse à l'homme noir sur leur territoire.

Non ! Alpha Blond aurait dû depuis longtemps chanter pour dénoncer l'animosité en Mauritanie et dans le Maghreb.

Non ! L'Union Africaine aurait dû agir il y a longtemps, si elle était digne d'une organisation panafricaine continentale. Quant aux libyens, par cet acte barbare et immonde, ils viennent de démontrer à la face du monde leur bestialité et leur indignité à s'élever à hauteur d'homme. Il serait judicieux pour éviter tout effet de contagion, que l'Union Africaine réclame la mise sous tutelle de ce foutoir et la fermeture de toutes ses ambassades.

La Libye n'est plus un Etat, et c'est la faute aux invasions françaises de 2011 sans conteste.

Mais est-ce ce qui justifie la traite des humains au XXIème siècle ? Est-ce une raison valable pour la montée de la haine antinoire en Afrique du Nord ?

Le Club Ahmed Sékou TOURE-FRANCE, en tant qu'organisation panafricaine et progressiste

Condamne cette bêtise humaine orchestrée par des fauves, et proclame son engagement sans réserve à combattre tous les fléaux qui s'attaquent à la dignité du peuple Africain et de l'ensemble des peuples libres du monde. Appelle les dirigeants Africains à une action concertée et collective face à cette sauvagerie insultante qui nous déshonore, et à entreprendre des mesures extrêmes (militaires s'il faut) pour rapidement y mettre fin.

Lance un appel fraternel à l'ensemble des peuples progressistes à se solidariser au peuple noble d'Afrique dans cette douloureuse épreuve. Invite le conseil de sécurité des Nations Unies à une intervention humanitaire en vertu des dispositions du droit international en vue de mettre fin à ce massacre.

Que Dieu bénisse l'Afrique et les Africains!

Merci!

Kémoko CAMARA,
Président du Club



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com